

Reprendre la rue, le 8 mars, pour les droits des femmes

jeudi 6 mars 2014, par [DEMARCO Sandra](#) (Date de rédaction antérieure : 6 mars 2014).

La journée internationale de luttes pour les droits des femmes reste plus que jamais d'actualité, dans un contexte politique inquiétant de remise en cause partout des droits des femmes et de leurs acquis : en France, en Europe et dans le monde, tant sur le plan privé que public (avortement, droit du travail, retraite, etc.).

Sommaire

- [L'austérité contre l'égalité](#)
- [Notre corps nous appartient !](#)
- [Le gouvernement recule, \(...\)](#)

Avec les politiques d'austérité du gouvernement Hollande - Ayrault et la montée des idées d'extrême droite, la situation des femmes est chaque jour plus difficile. Retours au foyer forcés, sous-emploi, dégradation des conditions de vie et de travail... La crise économique frappe encore plus les femmes.

Elles sont plus durement touchées par le chômage de longue durée et le blocage des salaires. Les suppressions de postes dans la fonction publique et la diminution des budgets dans le milieu associatif impactent en premier les femmes, qui représentent près de 60 % des fonctionnaires, en particulier dans l'éducation, la santé (77 %) ou l'administration publique (73 %), et 70 % des salariées du secteur associatif.

L'austérité contre l'égalité des droits

Loin de chercher à limiter les dégâts, les politiques d'austérité du gouvernement s'abattent toujours plus violemment sur les femmes. À la fois main-d'œuvre principale et principales usagères, les attaques contre les services publics, notamment contre les services publics de santé, d'éducation, de petite enfance, sont d'abord des attaques contre les femmes.

En particulier, les politiques d'austérité ont des conséquences très concrètes dans la liberté des femmes à disposer de leurs corps, lorsque les centres IVG, les maternités et les urgences médico-légales, qui accueillent les femmes victimes de violences voient leurs ressources drastiquement réduites, quand ils ne sont pas simplement fermés. En à peine dix ans, ce sont plus de 144 maternités et 180 centres IVG qui ont fermé, rendant l'accès aux soins de plus en plus difficile, particulièrement pour l'avortement. De plus, la grave pénurie de places en crèche et en maternelle, la destruction du service de santé public et des retraites reporté sur les femmes la charge des enfants, des malades et des personnes âgées, limitant leurs possibilités de travailler et d'acquérir ainsi une autonomie financière.

Notre corps nous appartient !

Le 1^{er} février, des dizaines de milliers de femmes espagnoles se sont mobilisées contre le projet de loi limitant gravement le droit à l'IVG en Espagne. En France aussi, 40 000 personnes sont descendues dans la rue pour défendre le droit à l'avortement, le droit à disposer de son corps. Cette manifestation a été une réussite : les femmes sont attachées au droit à l'avortement et continueront à le défendre ! Des mobilisations locales, comme celle pour le centre IVG de Tenon (Paris 20^e), ont permis des réouvertures avec davantage de moyens. Et les luttes continuent !

Mais l'idéologie d'extrême droite, reprise par les mouvements réactionnaires de tous bords, ne rencontre aucune opposition de la part du gouvernement, bien au contraire ! À la suite des mobilisations homophobes de l'année passée, les mobilisations surréalistes autour d'une pseudo « théorie du genre » ont eu un impact très réel sur les femmes et les LGBTI. À en croire le gouvernement, nous devrions nous excuser de vouloir en finir avec les stéréotypes de genre. Et aussi rassurer les réactionnaires ?

Le gouvernement recule, nous manifestons !

Le droit à disposer de son corps pour toutes les femmes, qu'elles soient hétéros ou lesbiennes, c'est aussi le droit à la PMA (Procréation médicalement assistée). Le retrait de la « loi famille » au motif qu'elle serait un cheval de Troie pour l'ouverture de la PMA à toutes les femmes est inadmissible ! D'abord parce que la « loi famille », avec toutes ses limites, devait comporter de nouvelles mesures utiles notamment aux familles recomposées, mais surtout parce que la PMA était bel et bien une promesse de campagne du candidat Hollande, et qu'il cherche maintenant à l'enterrer à tout prix !

Nous ne céderons pas devant les homophobes et réacs de tout poil, il faut descendre dans la rue ! En solidarité avec les femmes du monde entier, celles qui luttent contre les désastres écologiques à travers le monde, celles qui résistent dans les pays en guerre, celles qui se lèvent contre les politiques d'austérité, celles qui se battent pour la scolarisation des filles, celles qui revendiquent toujours le droit à être reconnues égales des hommes, d'exister et de disposer de leurs corps par et pour elles-mêmes, nous serons toutes et tous dans la rue à l'occasion du 8 mars.

Sandra Demarcq

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 232 (06/03/2014). <http://npa2009.org/>